

# **Document n°5**

**Assemblée générale du Réseau "Sortir du nucléaire"  
19 et 20 mars 2011**

**Rapport moral, d'activités et social  
du Conseil d'Administration  
du Réseau Sortir du nucléaire**

**Rapport moral, d'activités et social  
du Conseil d'Administration du Réseau Sortir du nucléaire  
(Période de juin 2010 à mars 2011 soit 9 mois d'activités)**

**Sortir de la crise pour sortir du nucléaire**

Le Réseau « Sortir du nucléaire » a traversé l'année dernière une crise interne dont les remous se font encore sentir aujourd'hui. La violence qui a vu s'opposer compagnons de lutte, partenaires et amis, a surpris et déstabilisé beaucoup de monde. Certains groupes ont été décontenancés, et sans vouloir prendre parti, ont pu prendre de la distance.

Dans cette crise, les sentiments se sont exacerbés au-delà du raisonnable, de manière « pulsionnelle ». Il y a eu de part et d'autres beaucoup de douleurs. Chacun a une part de responsabilité à n'avoir pu anticiper et remédier à cette crise, et nous regrettons toutes les souffrances qu'elle a pu occasionner.

En premier lieu, il nous semble important que cette Assemblée Générale puisse affirmer au CA démis lors de l'AG de février 2010 que l'ensemble de ses membres, bien que divisés dans leur appréciation de la crise, se sont, tous et chacun, efforcés d'œuvrer dans l'intérêt du Réseau. En effet, cette révocation du CA en février a pu être ressentie par certains comme une injustice et un dénigrement.

Nous tenons à réaffirmer aux neuf administrateurs sortants de l'AG de février qu'ils ont toujours leur place dans un Réseau qu'ils ont contribué à forger et à faire vivre, et qui est pleinement le leur.

**Tirer des leçons de la crise interne**

Toute crise pousse à grandir et cette période paradoxale a aussi ses aspects positifs. Derrière les problèmes de personnes, la crise du Réseau a soulevé des interrogations, révélé des besoins, des idées, des envies. Elle a amené chacun à se poser des questions et à se tourner vers ce qui lui semble essentiel, en renforçant les ancrages locaux.

La crise est aussi structurelle, une crise de croissance. Le Réseau a beaucoup évolué depuis sa création en 1997, passant de 1 à 12 salariés. Même si la part des salaires et des cotisations sociales parvient à rester sous la barre majoritaire (contrairement à ce qui est le cas dans beaucoup d'ONG), cette croissance, dopée par le fort soutien de donateurs individuels, n'est pas sans poser des questions. Certains représentants de groupes ont ressenti un éloignement entre les centres de décision et les militants de terrain. Ceux-ci doivent être bien conscients que c'est l'implication des groupes qui donne sa force à la direction du Réseau.

Il y a un équilibre à respecter entre les groupes et leurs représentants élus qui définissent la ligne politique, et l'équipe salariée qui est chargée de la mettre en pratique. S'il y a désertion des forces politiques - il y a un déficit de candidatures nouvelles au CA et on sait que les effectifs des groupes ont tendance à s'amenuiser - le déséquilibre conduit par défaut l'équipe salariée à 'boucher les trous', ce qui peut être perçu comme une prise de pouvoir. Il appartient donc au CA de veiller à ce que la tâche qui lui incombe soit pleinement assurée. Il y a nécessité pour cela à dynamiser les liens transversaux et leur articulation avec le pôle 'opérationnel' CA/salariés.

Le Réseau a une certaine inertie et les salariés font face à une croissance exponentielle de leur charge de travail. Cette difficulté critique des salariés ne doit pas être ignorée ni minimisée, et nous devons trouver rapidement des solutions pour leur permettre de retrouver des conditions de travail normales. Pour cela, nous voyons trois perspectives complémentaires qui doivent trouver leur équilibre : recruter de nouvelles personnes (les heures supplémentaires des salariés représentent plusieurs postes à temps plein) / réduire et donner des priorités aux charges de travail (ce qui n'est concrètement pas suffisant) / ou continuer à accroître le recours à des personnes ressources bénévoles (et donc favoriser la transversalité).

## Une équipe opérationnelle

« J'ai vu cette année fonctionner un reZo du feu de Dieu JOUR ET NUIT et je n'avais jamais vu une telle effervescence en 8 ans d'administration ou de suppléance. », dixit un administrateur. Le ton est donné !

L'équipe du Réseau, CA et salariés, assume sa mission avec ouverture, unité et confiance. Elle a témoigné d'un esprit très positif et s'est appliquée à remplir au mieux sa tâche en prenant le parti de dépasser la crise pour assurer sa mission. Le travail d'équipe s'est resserré entre les administrateurs et les salariés, qui ont fourni un énorme travail. Les binômes administrateur-trice/salarié-e ont été actifs, l'équipe CA / salariés fonctionne à plein rendement, bien épaulée par des personnes ressources précieuses.

L'équipe des salariés a vu des départs, des arrivées et des changements de poste. Elle a accepté un chômage partiel de mai à décembre 2010 pour une durée de 8 mois, pour aider à retrouver un équilibre financier. Elle s'investit totalement pour la fédération, ce dont nous la remercions ici.

La charge d'administrateur demande également beaucoup de présence et d'investissement. Le CA renouvelé s'est retrouvé devant une masse de travail considérable et certains ne s'attendaient pas à la difficulté de la tâche. Il est très difficile pour un administrateur d'avoir une vision et une gestion globales en ayant aussi une bonne pertinence sur tous les thèmes à traiter. Une solution serait dans la spécialisation des administrateurs autour des commissions, pour que chaque dossier puisse être pris en main et avancer.

Nous nous attachons à prendre de plus en plus nos décisions par consensus, en prenant en compte les positions minoritaires. Cela conduit chacun, avec ou malgré son tempérament, à faire preuve de beaucoup de souplesse et d'une grande capacité d'écoute. Nous construisons de plus en plus notre travail de manière collective.

## Des outils pour faire évoluer le Réseau

Neuf mois bien remplis se sont écoulés depuis la dernière AG de juin 2010, et le Conseil d'administration élu doit être jugé sur son bilan.

La **campagne pluriannuelle** décidée par l'AG de février 2010 court jusqu'aux élections de 2012. Pour la première fois, le temps nous est donné pour accompagner cette action dans la durée, afin de rendre le thème de la sortie du nucléaire incontournable dans le cadre de la campagne et des élections présidentielles et législatives.

Le temps nous est donné aussi pour **repenser nos outils et nos modes opératoires**. Nous avons ainsi pu remettre en question nos fonctionnements, étudier le retour d'expérience de nos précédentes campagnes, travailler à la refonte du site Web, etc...

Nous avons également pu mettre en place différentes nouveautés qui témoignent de l'évolution que nous souhaitons impulser :

- à partir des réflexions et des préconisations des groupes, le Réseau a engagé un **chantier de refondation** qui lui permettra, et qui lui a déjà permis sur certains points, d'améliorer son fonctionnement, son efficacité, son horizontalité, sa démocratie interne... La commission présentera les conclusions de ses travaux et proposera ses préconisations à l'Assemblée Générale (cf. documents « Synthèse des travaux de la commission refondation » et « Exposé détaillé de la commission refondation »).

- une **journée "stratégie"** s'est tenue en amont de l'AG, le 19 janvier à Aubervilliers. Si l'AG le souhaite, cette proposition, émanant du comité de refondation, pourrait être un rendez-vous privilégié de réflexion sur la stratégie avant l'AG du Réseau. (cf. document « Synthèse de la journée stratégie »)

- un autre rendez-vous annuel est proposé avec les **Journées d'Études**, dont la première édition se déroulera cette année, les 18 et 19 juin à Toulouse (avec une conférence préalable le 21 avril). Ces Journées allieront les réflexions croisées des champs politique, scientifique et artistique sur le thème de la Fin du mythe atomique et

feront le Procès du nucléaire.

- un **comité de médiation** au rôle consultatif a été mis en place afin d'intervenir sur les conflits ouverts ou potentiels qui pourraient mettre en péril l'intégrité ou les missions fondatrices du Réseau. Il peut être saisi sur simple demande depuis l'adresse : [comitemediation@yahoo.fr](mailto:comitemediation@yahoo.fr) (cf. document « Rapport du Comité de Médiation, cadrage du fonctionnement et candidatures pour le prochain comité »)
- un vrai tournant a été pris, avec la **diversification du porte-parolat**, retrouvant ainsi un peu le fonctionnement initial du Réseau. Cela permet une plus grande implication de chacun, un travail plus collectif avec un recours plus important aux personnes ressources spécialisées, avec le gage *in fine* d'une meilleure pluralité.
- pour renforcer la circulation de l'information en temps réel et la communication avec les groupes et les individus, **deux lettres électroniques** ont été mises en place, une d'**information générale** mensuelle envoyée à près de 83 000 contacts, l'autre sur la **vie interne du Réseau** à destination des groupes et de tout membre individuel qui souhaite la recevoir en s'inscrivant depuis le site web du Réseau.
- et du côté des **actions**, pas de temps morts. Le rapport d'activités est éloquent !

### Se consacrer à la lutte contre le nucléaire

Si le Réseau peut poursuivre ses actions contre le nucléaire, c'est grâce à tous ceux qui se sont engagés à en gérer les activités malgré les divergences et les conflits. On ne peut pas continuer à souffrir en permanence, ni à servir les intérêts que le lobby nucléaire retire de nos divisions. Il importe de continuer la lutte pour la sortie du nucléaire, et l'urgence de la situation en France et dans le monde nous pousse plus que jamais à nous renforcer et à fortifier notre travail collectif.

Les groupes sont le fondement même du Réseau. Tous, même s'ils ne défendent pas les mêmes positions, sont réunis autour de sa Charte. En mars 2011, le Réseau rassemble 875 groupes signataires de la Charte dont 364 sont à jour d'adhésion pour 2010. 11 nouveaux groupes ont rejoint le Réseau depuis l'AG de février 2010. Le Réseau a pour mission d'accueillir et rassembler ses diverses composantes autour du même objectif de sortie du nucléaire. Il est au service des groupes et des membres individuels, et doit concourir à imaginer, mettre en place et mutualiser les outils pour renforcer les échanges transversaux. Il doit être ouvert à la pluralité et soutenir l'expression de ses différentes composantes.

Les militants du terrain et tous les soutiens individuels au Réseau sont aussi, chacun dans son champ d'influence et avec ses compétences, d'une importance majeure pour le Réseau qui n'existerait pas sans eux, et pour la lutte antinucléaire qui tisse dans la société sa toile contestataire.

Chacun doit pouvoir participer au mouvement à l'intérieur du Réseau ou, pour ceux qui le souhaitent, sous d'autres formes... sans pour autant se tromper d'ennemi.

Le CA assume sa mission politique et ses responsabilités. Les principes de convivialité, de solidarité et de respect mutuel doivent nous animer et permettre à notre mouvement de se consacrer à ce qui est l'objet unique de son existence, la lutte contre le nucléaire.

### Le Conseil d'Administration du Réseau Sortir du nucléaire

---

« Un rhizome peut être rompu, brisé en un endroit quelconque, il reprend suivant telle ou telle de ses lignes et suivant d'autres lignes. (...) C'est pourquoi on ne peut jamais se donner un dualisme ou une dichotomie, même sous la forme rudimentaire du bon et du mauvais... » Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Rhizome*, dans *Mille plateaux*, 1980.

## **Etat des lieux du nucléaire**

---

À un an de l'élection présidentielle, alors que le gouvernement annonce de grandes décisions imminentes pour la filière nucléaire française, celle-ci semble craquer de toutes parts.

La vitrine de l'industrie nucléaire française, le réacteur EPR, se confirme comme inexportable, et accumule lamentablement les preuves de faillite. En effet, le chantier finlandais accuse quatre ans de retard et trois milliards d'euros de surcoût. L'EPR en construction à Flamanville n'est pas en reste, avec deux ans de retard et deux milliards d'euros de surcoût, la révélation l'an passé d'importantes défaillances de sûreté, ainsi qu'un accident mortel sur le chantier en janvier 2011. Trop gros, trop complexe, trop cher, ce réacteur semble bien impossible à construire. Tout en confirmant la décision de construire un deuxième EPR à Penly, l'État semble avoir déjà pris acte de cet échec en coulisses, comme le montre la décision de pousser au développement de l'Atmea, un nouveau réacteur de moyenne puissance, lors du Conseil de Politique Nucléaire du 21 février dernier.

La situation du parc nucléaire en activité n'est guère plus reluisante. Construits en série et en masse, un grand nombre de réacteurs arrivent à l'échéance de leur durée de vie initialement prévue et multiplient les signes d'usure et d'essoufflement. EDF est au pied du mur, puisque l'arrêt est pour elle inimaginable et le démantèlement hors de prix ; l'électricien se voit contraint de réaliser toute une série de coûteuses opérations de réparations et changements de composants. Le chantier de rafistolage de chaque réacteur concerné coûterait au bas mot 400 millions d'euros. Il est donc hors de question pour EDF de limiter la durée de vie des réacteurs – question de rentabilité de ses investissements, quels que soient les risques par ailleurs ! Pourtant, des éléments cruciaux pour la sûreté ne peuvent être ni changés ni réparés, et leur fragilisation inéluctable représente une épée de Damoclès des plus menaçantes. À cela s'ajoute la récente découverte de plusieurs sérieuses anomalies de série sur les plus anciens réacteurs ; mais l'exploitant semble partir du principe que les centrales, comme le vin, se bonifient en vieillissant...

Ce vieillissement des réacteurs a de sérieuses conséquences pour EDF. Entre les visites décennales, les pannes et les réparations, la disponibilité du parc nucléaire a chuté sous les 80 %. Pour maintenir la rentabilité du parc, la tendance n'est plus à la culture du (soi-disant) « risque zéro », mais à un arbitrage « réaliste » entre sûreté et coûts, comme le laisse entendre le rapport Roussely. Conséquences : pour espacer et expédier plus vite les périodes de maintenance, on utilise des combustibles plus enrichis (et plus polluants), on fait pression sur les travailleurs... Ceux-ci, qui avaient encore, jusqu'à il y a peu, tendance à défendre leur secteur contre vents et marées, commencent désormais à affirmer clairement que la sûreté n'est plus assurée.

Le dernier rapport de l'IRSN sur la sûreté des installations nucléaires le confirme bien : les « événements significatifs » pour la sûreté sont en hausse. Erreurs humaines, usures des installations... En tout cas, qu'il s'agisse de la découverte tardive d'anomalies sur les plus anciens réacteurs ou de la contamination accidentelle de tout un quartier d'Ile de France par un appareil fortement irradié provenant du CEA, la négligence des industriels du nucléaire fait froid dans le dos et démontre que le risque zéro n'existe pas.

Pied au plancher, et pas de piste d'atterrissage ! Le très médiatisé convoi La Hague-Gorleben a braqué les projecteurs et attiré l'attention du public sur tous les déchets radioactifs qui transitent sur notre territoire... et pour lesquels il n'existe aucune solution, pas plus le « retraitement » que le stockage en profondeur plébiscité par les autorités... et dont les coûts s'annoncent faramineux. Cette année, l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) a estimé l'enfouissement à 35 milliards d'euros. Un chiffre qui fait bondir les producteurs de déchets (EDF, Areva et le CEA) et a occasionné de violents conflits.

D'ailleurs, de manière générale, les conflits se sont multipliés cette année entre les acteurs du nucléaire. Guéguerre entre Henri Proglio et Anne Lauvergeon, pour savoir qui sera le chef de file de la filière, conflit larvé entre l'ASN et EDF... Le gouvernement essaie de siffler la fin de la partie, et promet de « grandes

décisions » pour le premier semestre de 2011. Faut-il se réjouir et se dire que la pagaille chez les nucléocrates marque la fin de l'union sacrée autour de l'atome ? Ou plutôt s'inquiéter de ces symptômes d'un système à la dérive, alors que nous sommes tous embarqués, contre notre gré, dans cette galère nucléaire ?

La déroute des nucléocrates français ne les a cependant pas empêchés de multiplier les mesures pour entraver le développement des alternatives - les exemples du photovoltaïque ou de l'éolien sont éloquentes à cet égard. Au-delà du simple coup de peinture verte, le Grenelle 2 a confirmé un recul désolant. Plus récemment, Besson et son ami Berlusconi ont même eu le culot de proposer à l'Europe de substituer le concept d'énergie « décarbonée » (comprenez nucléaire) à celui d'énergie renouvelable... Alors que, dans le monde entier, les renouvelables connaissent un développement dynamique à côté duquel le nucléaire fait figure de nain énergétique (40 GW d'éolien installés en 2010, contre 3,7 GW atomiques), la France persiste dans sa position des plus rétrogrades.

En résumé, de nombreux voyants sont au rouge pour l'industrie nucléaire, et un certain nombre d'évolutions de fond contribuent à renforcer la crédibilité des propositions des antinucléaires, et à faire mûrir dans les esprits la conscience d'un nécessaire changement de politique énergétique. À nous d'en tirer parti, notamment pour favoriser la prise de conscience dans l'opinion publique lors des prochaines échéances électorales... et pour mettre la sortie du nucléaire au cœur des débats !

## **Une activité internationale du Réseau toujours importante**

---

Malgré la suppression du poste qui y était spécifiquement dédié, le Réseau continue, par le biais de son Comité à l'international, à entretenir de nombreux contacts avec les organisations et militants étrangers et à mener des actions transfrontalières souvent fort efficaces.

### **Entretien du réseau de contacts et présence à des événements internationaux**

Le Comité International, composé de salariés, administrateurs et personnes ressource, entretient des contacts réguliers avec des militants de plusieurs pays européens (Suisse, Belgique, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Autriche...), et d'autres plus sporadiques avec des organisations russes, nord-américaines et africaines.

De juillet 2010 à mars 2011, des représentants du Réseau ont été présents sur plusieurs événements internationaux : Forum Social à Istanbul en juillet, blocage du chantier d'Olkiluoto en Finlande fin août, manifestation contre le nucléaire à Venise en septembre, présence à une réunion publique près de Milan à la demande du Partito Democratico, meeting "Stop Nuclear Power Network" à Bristol en octobre...

La présence à la conférence "Territoires Sacrés, Peuples Empoisonnés" à Bâle, fin août 2010, a permis de nouer et approfondir des contacts avec des victimes de l'exploitation de l'uranium des quatre coins du monde, ainsi qu'avec tout un réseau d'ONG actives sur cette question.

Notons enfin que le Réseau est représenté au sein d'Abolition 2000, qui fédère la quasi-totalité des associations pour le désarmement nucléaire dans le monde mais aussi au sein de la Coordination française de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN France).

### **Actions transfrontalières**

Surtout, le Réseau a continué à développer les actions transfrontalières avec les militants des pays voisins. Ainsi, il a collaboré à l'organisation de la manifestation "Stop Cattenom" à Perl en Allemagne, à la frontière entre le Luxembourg et la France.

C'est sur la question (évidemment des **transports de déchets radioactifs** que les coopérations de part et d'autre de la frontière ont été les plus efficaces. En novembre 2010, cinq bénévoles et salariés ont été mobilisés 24 h/24 pendant cinq jours pour suivre le convoi de part et d'autre de la frontière, actualiser le site internet avec les infos sur le trajet, communiquer les informations sur la progression du train aux Allemands,

transférer à l'international l'appel à soutien au GANVA, traduire et communiquer les informations fournies par les Allemands... Deux militants ont suivi le train du départ à l'arrivée, réalisant au passage un reportage photo. En amont, des communiqués communs franco-allemands avaient été produits, un film d'animation allemand (*Quand le Castor passe*) traduit et diffusé pour créer le buzz...

A une échelle plus modeste, des actions communes sur les transports de déchets radioactifs ont été menées avec des militants belges du réseau "Nucléaire, Stop !" (communiqué commun, action commune en plein conseil municipal commun Tourcoing-Mouscron pour exiger la transparence sur les transports de déchets) et avec les italiens de la Rete Nazionale Antinucleare (communiqué commun, relais des informations).

Etant donné le succès de ces mobilisations transfrontalières, elles seront reconduites lors du dernier convoi de déchet La Hague-Gorleben.

### **Soutien mutuel aux luttes internationales**

Les échanges d'informations avec les **militants allemands** sont très réguliers et fructueux ; ils ont notamment permis de se procurer l'inventaire radioactif du convoi de déchets nucléaires de décembre dernier, que les autorités françaises n'auraient jamais communiqué.

Une correspondance régulière avec notre homologue italien la **Rete Nazionale Antinucleare** permet également un important échange d'informations entre les deux pays.

Les contacts se développent aussi de plus en plus avec nos alliés sur le pourtour méditerranéen (Grecs, Turcs, Israéliens, Italiens, Bulgares, etc.) réunis au sein de la coalition Mediterranean No to Nuclear Neighbourhood (**MN3**). En fait foi la diffusion jour après jour sur la page Facebook de MN3 d'articles en anglais, français et italien. Petit à petit, la résistance méditerranéenne se structure et se concrétise.

Plusieurs membres du comité international ont également apporté leur soutien à la création de réseaux nationaux dans d'autres pays. Le réseau « Nucléaire, STOP ! » a ainsi vu officiellement le jour en Belgique, et une coalition antinucléaire est en train de se constituer en Pologne.

En août 2010, alors que la sécheresse et les incendies touchaient les territoires contaminés en Russie, le Réseau a transmis quasi au jour le jour les informations délivrées par les ONG locales, permettant à certains porte-paroles russes d'accéder aux médias occidentaux.

Plus récemment, une prise de contact a démarré avec des militants antinucléaires indiens confrontés au projet de construction de deux EPR à Jaitapur. Le Réseau leur accorde son soutien.

Enfin, le Réseau a apporté son soutien à divers événements internationaux, dont le Tour antinucléaire de la Baltique en juillet.

Notons enfin que le Réseau produit depuis plusieurs années de manière très assidue une revue de presse anglophone, reçue par près de 300 personnes, à raison d'un article par jour environ.

## **Communication du Réseau : un souci d'amélioration pour une audience qui s'élargit**

---

En dépit de nouvelles évolutions au sein de l'équipe sur les postes dédiés à la communication (relations presse, rédaction des lettres d'information, conception de la revue...), le Réseau demeure plus actif que jamais et continue à fournir un grand nombre d'informations à ses membres, au grand public et aux médias sur l'actualité du nucléaire, des alternatives et des résistances. Par ailleurs, une attention particulière est portée à améliorer la transparence sur le fonctionnement du Réseau, en faisant connaître au mieux les actualités de la vie interne.

De manière générale, la tendance est à l'évolution vers des pratiques plus collectives pour tout ce qui concerne la communication : écriture des textes à plusieurs mains, nombreuses relectures collectives, porte-parolat multiple...

### **Plus d'informations pour les militants**

La revue "**Sortir du nucléaire**", publiée à un rythme trimestriel à environ 20 000 exemplaires, demeure notre principal support "papier" pour la diffusion de l'actualité du nucléaire, des luttes et des alternatives auprès des militants qui font vivre le Réseau. Elle est désormais coordonnée par Xavier Rabilloud.

C'est devenu une évidence : de plus en plus, c'est par le web que l'information se diffuse. La revue de presse **rezo-actu**, réalisée par des bénévoles actifs, constitue depuis des années la source d'information incontournable sur l'actualité du nucléaire et des alternatives. En septembre dernier, un sondage a été réalisé pour l'améliorer, ainsi que la revue de presse anglophone **rezo-nuke-info** (plusieurs articles par semaine).

Parmi les nouveautés, un chantier est actuellement en cours pour améliorer la diffusion par mail d'informations à l'ensemble des adhérents, qui se faisait auparavant par envoi sporadique de messages sur les grandes listes de diffusion. Ainsi, une newsletter mensuelle, le **rezo-info** a été mise en place en décembre dernier. Diffusée à près de 83 000 adresses mails, elle permet d'informer sur les actions en cours, les derniers "scoops", les interventions médiatiques les plus marquantes, les grands rendez-vous...

Suite à des demandes récurrentes portant sur le fonctionnement interne du Réseau, la lettre **rezo-vie-interne** se met en place pour tenir à jour les militants les plus actifs (inscription volontaire) du travail au quotidien du Réseau. On y retrouvera un agenda des échéances internes à venir (réunions régionales, Assemblées Générales, journées de réflexion), un aperçu des dossiers juridiques en court, un point "finances et ressources humaines"...

Une autre newsletter récemment créée, **rezo-boutique**, permet de tenir ses destinataires au courant des dernières publications sur le nucléaire et les alternatives proposées dans la boutique en ligne.

Enfin, soulignons le travail effectué par Laura Hameaux, coordinatrice des groupes et actions, pour relayer les informations et appels à actions des groupes locaux dans les régions concernées.

### **De nouveaux supports de communication grand public**

La vocation du Réseau n'est pas seulement de communiquer vers ses membres, mais aussi d'informer un public de plus en plus large sur le risque nucléaire et l'actualité des alternatives énergétiques.

### **De nouveaux supports papier pour une large diffusion de notre message**

Cet hiver, deux supports papiers ont été imprimés à un fort tirage, pour une diffusion la plus large possible :

- La carte de France "**Nucléaire : danger permanent**" recense la quasi-totalité des sites nucléaires présents sur le territoire français : centrales, usines, sites de stockage de déchets, mines d'uranium abandonnées, sites militaires, laboratoires... Réalisée grâce à la participation de nombreux bénévoles, elle permet à tout un chacun de découvrir les installations nucléaires aussi discrètes que dangereuses dans sa région, et de se rendre compte de l'emprise de l'atome sur notre territoire. Pour une diffusion la plus large possible, cette carte a été envoyée par courrier à l'ensemble des contacts du Réseau (plus de 96 000 adresses) ; elle est désormais proposée gratuitement dans la boutique du Réseau, et également proposée en version web et mise à jour avec d'autres fonctionnalités, infos et photos...

- la brochure "**Changeons d'ère, sortons du nucléaire**", publiée en janvier dernier, a pour ambition de rendre les bases du message antinucléaire accessibles au plus grand nombre, en présentant une information à la fois synthétique et précise sur les multiples inconvénients du nucléaire (risques, déchets, coûts, déficit démocratique...) et les alternatives (sobriété, efficacité énergétique, énergies renouvelables). Une présentation colorée et attrayante a été choisie pour toucher au-delà des milieux militants. Une souscription est actuellement en cours pour pouvoir imprimer ce document en grande quantité pour permettre aux groupes et aux individus de le diffuser gratuitement le plus largement possible. Objectif : un million d'exemplaires.

- Enfin, le Réseau est en train d'adapter en français le livre « Radiating Posters » (*Posters irradiés*), compilation d'affiches antinucléaires du monde entier, en partenariat avec la fondation néerlandaise Laka. À paraître au printemps !



### **Un Réseau plus présent sur le web :**

**Le site internet du Réseau** reçoit plusieurs milliers de visites par jour, avec des "pics" pendant les périodes d'actualité chaude. A cela s'ajoutent plusieurs sites périphériques (Stop Iter, Chernobyl Day, etc...) Deux webmasters s'emploient à sa mise à jour au quotidien (agenda, actualités, etc...). Etant donné l'importance de cette interface, qui héberge une masse considérable d'informations, un chantier est prévu pour rendre le site principal du Réseau plus lisible et plus accessible, ainsi que pour réviser l'ensemble de ses contenus.

Ces derniers mois, le Réseau s'est également employé à investir plus d'autres formes plus dynamiques de diffusion d'information en ligne, notamment via Facebook (la page Facebook du Réseau recense désormais plus de 4500 fans) et Twitter, ou par de **petites vidéos en ligne** facile à partager et à diffuser. Ainsi, le petit film d'animation sur le transport de déchets radioactifs *Quand le castor passe* a été vu par plus de 16 000 personnes et repris par certains médias en ligne. Le contre-clip dénonçant la nouvelle publicité d'Areva *l'Epopée de l'énergie*, a quant à lui été visionné plus de 55 000 fois. Étant donné l'efficacité de cette forme de communication "virale", un concours de courtes vidéos antinucléaires en ligne va être lancé au printemps 2011, dans le but de disposer de nouveaux supports vidéos début 2012 et diffuser ainsi notre message pendant la campagne électorale.

### **Une présence croissante dans les médias**

Communiquer, c'est également faire passer le message antinucléaire et une contre-information de qualité dans la presse. De juillet 2010 à mars 2011, le Réseau n'a pas chômé, levant de gros "lièvres" et s'imposant comme interlocuteur incontournable dans les médias.

Sans prétendre à un compte-rendu exhaustif de tous les communiqués de presse, voici un zoom sur plusieurs "temps forts" où le Réseau a pu apporter une autre parole dans les médias :

- août 2010 : les incendies et la sécheresse en Russie touchent les zones contaminées par les catastrophes de Mayak et Tchernobyl ; l'occasion de revenir sur le caractère actuel de ces catastrophes, toujours en cours. En publiant plusieurs communiqués communs avec des associations russes, le Réseau leur a permis d'accéder aux médias français.

- mi août 2010 : nouveaux retards pour l'EPR. Le Réseau intervient sur France 24, en français et en anglais, pour commenter le flop du réacteur inconstructible.

- septembre 2010 : l'Allemagne repousse la sortie du nucléaire. Présence du Réseau sur France 24.

- fin septembre 2010 : le Réseau publie une nouvelle série de documents internes à EDF sur la sûreté de l'EPR de Flamanville, qui font vaciller un peu plus le soutien à la poursuite de la construction.

- octobre-novembre 2010 : à l'occasion du passage du "**Train d'enfer**" Valognes-Dannenberg, couverture médiatique historique pour les antinucléaires. Le Réseau dévoile l'inventaire radioactif du convoi, son trajet, révèle même les nouveaux horaires alors que l'itinéraire du train a été changé dans la nuit, dénonce les violences policières subies par les militants du GANVA, fournit des informations quasi heure par heure sur la progression du train d'enfer en France et en Allemagne, réalise un photoreportage éloquent et attire l'attention sur la présence de CRS français en Allemagne. Bilan : avec des milliers d'articles de presse consacrés au transport (dont près de 900 citant le Réseau "Sortir du nucléaire"), le secret qui entourait le convoi a volé en éclat ! Outre le côté "sensationnaliste", le passage du train a également permis de faire passer des informations de fond sur l'impasse des déchets nucléaires.

- A partir de novembre : le Réseau attire l'attention sur une grave contamination au tritium à Saint-Maur des Fossés (Val de Marne). Un tamis extrêmement radioactif provenant du CEA de Valduc (Côte-d'Or) a échoué dans cette ville de la banlieue parisienne, tout près d'un collège, après un passage à Bondoufle (Essonne), contaminant bâtiments et travailleurs. Au fil des mois, de nouveaux éléments font surface, confirmant la gravité de l'affaire, qui perce petit à petit dans les médias.

- Mi-janvier : Areva sort son nouveau film de propagande *L'Épopée de l'énergie*. Au côté d'autres associations, le Réseau réagit en portant plainte auprès du jury de déontologie publicitaire (JDP) et en diffusant un contre-clip, qui aura été vu plus de 55 000 fois. Par ailleurs près de 18 000 personnes auront participé à une cyberaction pour interpeller le JDP.

- Mi-janvier : à Gravelines (Nord), un important exercice de simulation accidentelle a lieu qui vient démontrer l'incapacité qu'auraient les autorités à gérer une catastrophe majeure. Le Réseau, présent sur place, effectue un photo reportage sur ce "bide pour une opération bidon". Bons retours dans les médias locaux.

- Début février 2010 : en une semaine, deux transports internationaux de déchets nucléaires se succèdent (de La Hague à la Belgique, puis de l'Italie à La Hague). Fort de l'expérience du transport Valognes-Dannenberg, le Réseau braque à nouveau le projecteur sur les convois, avec des communiqués co-signés par des associations étrangères amies. Bons retours presse lors du passage de la frontière belge, beaucoup de bruit lors du passage du convoi italien sur les voies du RER. L'écho médiatique met les autorités de plus en plus mal à l'aise.

- Mi-février : lors de l'émission "Face aux Français", une porte-parole du Réseau interpelle Yann Artus-Bertrand, Axel Kahn et Claude Allègre sur les dangers du nucléaire, déployant la carte de France des sites nucléaires.

- Fin février : à une semaine d'intervalle, le Réseau attire l'attention sur deux anomalies génériques sur les réacteurs de 900 MW aux conséquences notables sur la sûreté, enfouies en toute transparence au fin fond du site de l'ASN. Nombreuses reprises dans les médias régionaux.

## Neuf mois d'actions du Réseau

---

### Les premières étapes d'une campagne pluriannuelle

L'Assemblée Générale de février 2010 avait adopté le principe d'un plan d'action pluriannuel visant à placer la question du nucléaire au cœur des débats des campagnes présidentielles et législatives de 2012. Le CA élu en juin dernier a commencé à décliner ce plan d'action et à en poser les grandes étapes.

- **Une interpellation « par le haut et par le bas »**

Pour mettre le nucléaire au cœur des débats politiques, il est nécessaire que les partis puissent faire preuve d'un intérêt réel pour la question et se rendent compte que le sujet est important pour une grande partie de la population.

Le Réseau a donc adopté le principe d'une interpellation « par le haut et par le bas ». En novembre dernier, un courrier a été adressé à l'ensemble de nos adhérents, leur proposant d'écrire aux partis politiques de leur choix pour attirer leur attention sur la nécessité de la sortie du nucléaire. Même si les retours se sont avérés inférieurs à ceux d'une campagne d'envoi de cartes postales, ces messages adressés aux partis ont pu avoir une influence sur certains d'entre eux, qui affirment désormais sans ambiguïté leurs convictions antinucléaires. Cette vague d'interpellation sera renouvelée au fur et à mesure que les échéances électorales se rapprocheront.

En parallèle, l'équipe du Réseau a entrepris de nombreuses démarches pour rencontrer physiquement des représentants de partis plus ou moins proches (en excluant de la liste les organisations d'extrême-droite). Dans l'ordre chronologique, des rendez-vous ont ainsi été obtenus avec Europe Écologie-Les Verts, le Mouvement Écologiste Indépendant, le Nouveau Parti Anticapitaliste, République Solidaire, Lutte Ouvrière et Les Alternatifs ; d'autres sont prévus dans les prochains mois. Menées dans un esprit à la fois de dialogue et d'affirmation de nos convictions, ces rencontres se sont avérées fort enrichissantes. Selon les interlocuteurs,

elles ont permis d'adopter des stratégies communes, de trouver des terrains communs... ou tout simplement de faire connaître le Réseau comme interlocuteur incontournable sur la question du nucléaire.

- **Faire front commun**

Comme prévu dans le plan d'action adopté en février 2010, le Réseau a entrepris des démarches envers plusieurs grandes organisations nationales pour étudier avec elles la possibilité d'un front commun antinucléaire pour 2012. Des rencontres ont eu lieu avec le WWF, Greenpeace, les Amis de la Terre et France Nature Environnement. Elles ont permis de s'assurer que la thématique spécifique du nucléaire ne serait pas délaissée par ces associations généralistes, d'échanger sur les spécificités de chacun et la complémentarité des modes d'action.

D'autres rencontres sont également prévues avec d'autres organisations investies sur les questions économiques et sociales (syndicats, associations altermondialistes et de défense des droits de l'homme...). D'ores et déjà, une belle coopération a commencé avec le syndicat Sud Rail autour des transports de déchets nucléaires.

- **Des temps forts en préparation**

Dans le cadre de cette stratégie pour 2012, plusieurs temps forts sont prévus pour faire entendre notre voix haut et fort :

- Du 2 au 26 avril, à l'occasion des 25 ans de Tchernobyl, 25 jours d'action pour rappeler l'actualité de la catastrophe, montrer le visage des victimes du nucléaire, le mensonge entretenu par les autorités, la collusion OMS/AIEA (un récent rapport publié par l'Académie des sciences de New-York donne le chiffre d'un million de décès dus à la catastrophe de Tchernobyl) et mettre en valeur les alternatives énergétiques « Changeons d'ère, sortons du nucléaire ! ». En rendant la question du nucléaire incontournable, nous interpellons autorités et partis politiques.

- Fin juin 2011, les journées d'études du Réseau permettront de réunir une diversité d'intervenants (scientifiques, artistiques, politiques) qui puissent développer une réflexion technique et idéologique pour sortir du nucléaire.

- En novembre 2011, à l'occasion du prochain transport de déchets vitrifiés de La Hague à Gorleben, exprimons le refus du nucléaire partout en France !

- Enfin, en février 2012, un événement médiatique sera organisé en commun avec Greenpeace pour interpeller les politiques sur le volet énergie de leur programme et les « mettre sur le grill ».

- **De nouveaux outils pour faire entendre le message antinucléaire**

Pour se donner les moyens de faire entendre le message antinucléaire au plus grand nombre tout au long de la campagne, il était nécessaire que les groupes et les militants puissent disposer de nouveaux supports d'informations, grand public, actualisés et disponibles en grande quantité.

Le Réseau a ainsi élaboré cet hiver deux documents conçus pour une large diffusion : la carte de France « Nucléaire, danger permanent », où figurent la quasi-totalité des sites nucléaires français, et la petite brochure « Changeons d'ère, Sortons du nucléaire », qui offre un panorama synthétique de l'impasse nucléaire et des alternatives énergétiques. En accord avec les recommandations du plan d'action, cette brochure met en particulier l'accent sur les questions économiques et sociales, jusqu'ici peu traitées dans les documents du Réseau.

Ces outils sont désormais gratuits pour permettre une diffusion la plus large possible. Par ailleurs, une souscription a été lancée pour permettre un tirage à grande échelle de la brochure « Changeons d'ère ».

Un concours de vidéos pour le web sera lancé en mai prochain, pour susciter de nouveaux supports d'information à diffuser largement.

### **Relais de campagnes nationales**

En janvier 2011, suite au moratoire gouvernemental sur le solaire photovoltaïque, le Réseau s'est associé à la campagne d'Agir pour l'environnement « Energie solaire : à l'aide ! ».

## **Mobilisations impulsées par le Réseau au fil de l'actualité**

Ces derniers mois, le Réseau a également été à l'initiative de plusieurs actions, relayées localement.

- **Castor 2010 : forte mobilisation pour briser l'omerta sur les transports de déchets nucléaires**

En novembre dernier, en partenariat avec Greenpeace, le Réseau a lancé un large appel à mobilisation à l'occasion du onzième transport de déchets vitrifiés de La Hague à Gorleben (après avoir dévoilé les horaires, le trajet et l'inventaire radioactif du convoi). Tout au long du trajet, groupes et militants ont largement répondu présent. Zoom sur quelques-unes des 25 actions organisées :

A Caen, quelques heures après le départ du train, le convoi a été stoppé pendant plusieurs heures par les militants du GANVA (groupe d'action non-violent antinucléaire, non affilié au Réseau), qui s'étaient enchaînés aux voies. Au prix de graves blessures et de violences policières intolérables, leur action a montré à toute la France le vrai visage du système nucléaire français, à la fois vulnérable et répressif sans pitié. Le Réseau a apporté son soutien au GANVA, en particulier en lançant un appel financier qui a permis de payer les 16 500 € pour la caution des militants.

A Rouen, un rassemblement a eu lieu, ainsi qu'une tentative de mesure de la radioactivité du convoi. Le directeur de la SNCF est intervenu en personne pour tenter de l'interdire ; malgré tout, les résultats obtenus montraient un taux de radioactivité douze fois supérieur à la normale.

Dans le Nord, plusieurs actions étaient prévues du côté de Douai, Arras et Hirson ; cependant, suite à l'action d'un cheminot qui avait exercé son droit de retrait près d'Amiens, le train a changé d'itinéraire en pleine nuit, obliquant vers l'Est. Il a tout de même été possible de récupérer le nouveau trajet, recalculer les horaires et rediffuser largement l'information, ce qui a permis à un militant rémois de faire une vidéo du train aux petites heures.

Aux alentours de Metz, un rassemblement de plusieurs centaines de personnes a eu lieu sous haute surveillance policière et sous les pales des hélicoptères, avec mesure de radioactivité.

En Alsace, une action était prévue à un passage à niveau, à Hoenheim. Non-violente, elle a pourtant été sévèrement réprimée par une intervention policière. Dans le même temps, le train changeait une nouvelle fois d'itinéraire, pour contourner le blocage des rails à la frontière par un millier d'Allemands au niveau de Berg. Il est donc passé par le pont de Kehl, traversant au passage la ville de Strasbourg aux alentours de midi, sans même que les élus n'en aient été avertis !

En Allemagne, le feuilleton a continué de plus belle, relayé 24 h/24 sur le site du Réseau : blocage aérien du côté de Cassel, déballastage sur les derniers kilomètres de rails, multiples sit-in sur les voies et devant les sites, blocage des routes par des camions, tracteurs, troupeaux de moutons, etc... Des militants du Réseau, présents sur place, en ont tiré un photoreportage qui lui-même a fourni matière à une exposition. Au final, plusieurs jours de retard pour le convoi, et un gros coup de projecteur braqué pendant plusieurs jours sur ces transports auparavant inconnus de la population.

- **2 et 3 février 2011- retour de déchets nucléaires compactés belges**

Dans la nuit du 2 au 3 février, à 1h40, un transport de déchets nucléaires a quitté le terminal ferroviaire de Valognes dans la Manche, à destination de la Belgique. Si le Réseau "Sortir du nucléaire" en France, Nucléaire-STOP et Greenpeace en Belgique ne s'étaient pas mobilisés, ni les élus, ni les populations n'en auraient été informés. Les médias se sont largement fait l'écho de ce convoi et des mobilisations organisées le long du trajet. Dans le même temps, un autre groupe s'était rassemblé à Tourcoing, juste avant la frontière belge. Ce soir là, hasard du calendrier, se tenait à la mairie le premier conseil municipal transfrontalier Tourcoing-Mouscron où tous les élus des 2 communes avaient été conviés. La séance était publique et toute la presse locale était au rendez-vous. Le Réseau "Sortir du nucléaire" et Nucléaire-STOP ont aussi profité du premier conseil municipal transfrontalier Tourcoing-Mouscron pour interpeller les élus.

- **7 et 8 février - Un convoi nucléaire sous haute tension en Italie**

Du 7 au 8 février, c'est cette fois un train de combustibles usés (déchets hautement radioactifs) - en provenance du réacteur italien de Garigliano, pourtant arrêté depuis 1982, qui a traversé la France. Passant à proximité de plusieurs grandes villes, il a emprunté les voies du RER C avant d'arriver au terminal ferroviaire de Valognes (Normandie). Le Rete Nazionale Antinucleare, le Réseau "Sortir du nucléaire" et SUD-Rail ont

dénoncé conjointement ce transport et ont mobilisé sur le passage du train, où de nombreux rassemblements ont été organisés. La mobilisation autour de ces 2 transports aura permis de mettre un terme au secret qui entourait le trafic de déchets nucléaires entre la France et ses voisins européens. Elle aura aussi permis de mettre en lumière, une fois de plus, l'absence de solution pour "gérer" les déchets radioactifs et l'absurdité de leur "retraitement".

- **Dévoilement d'une importante contamination en région parisienne**

Fin novembre 2010, le Réseau s'est emparé d'une affaire très discrètement annoncée par l'IRSN quelques semaines plus tôt : un « tamis » usagé (et donc fortement irradié) provenant du site militaire de Valduc avait échoué dans une société de Saint-Maur des Fossés (Val de Marne), faussement étiqueté comme neuf, après avoir fait escale à Bondoufle (Essonne). Au passage, il avait contaminé les locaux de la société 2M Process au tritium, ainsi probablement qu'un périmètre beaucoup plus vaste alentour et notamment les abords d'un collège. Les mesures effectuées par l'IRSN mettent en évidence la contamination de plusieurs employés et stagiaire ; mais au niveau de la municipalité, le silence règne. Jean-Pierre Minne, administrateur du Réseau, s'est employé à susciter la création d'un collectif de riverains, faisant le lien avec la CRIIRAD et décryptant les informations fournies par les analyses.

A l'heure actuelle, de nouveaux éléments surviennent encore, qui confirment la gravité de la contamination et le déni des autorités.

## **Ca bouge dans le Réseau – Rétrospective de 10 mois d'actions des groupes**

---

### **12 juin 2010 - Action contre la banalisation des pollutions nucléaires**

Le 12 juin dernier, plusieurs actions ont été organisées à travers la France pour refuser la banalisation des pollutions nucléaires. Ces actions ont été organisées suite à un discret amendement déposé par le gouvernement. Ce décret permet de supprimer la procédure d'enquête publique pour les augmentations significatives de prélèvements d'eau et de rejets radioactifs et chimiques dans l'environnement! Les actions de terrain ont consisté à colorer l'eau des fontaines pour symboliser la pollution radioactive et à y faire flotter des faux "poissons morts". Une cyberaction a également obtenu la signature de 21000 personnes.

### **12 juin 2010 - Blocage de deux camions de reconnaissance sismique**

Samedi 12 juin 2010, des citoyens et élus opposants à l'enfouissement des déchets nucléaires, venant de Meuse et des Vosges, ont bloqué deux des camions de reconnaissance sismique. Dans le cadre d'une campagne de l'Andra, des mesures sont réalisées tous les 120 mètres, sur les 37 km<sup>2</sup> de la zone désignée par le gouvernement début 2010.

Cette action avait pour but de dénoncer:

- la non-information des habitants des quatre villages (Bure, Mandres, Ribeaucourt, Bonnet) désignés par le gouvernement en janvier 2010 pour la poubelle atomique souterraine,
- la non-consultation des 45 000 Meusiens et Haut-Marnais, qui attendent toujours un référendum sur la question de Bure,
- l'inutilité du pseudo-débat public prévu en 2013 sur la question car il sera trop tard,
- le manque de transparence des travaux de l'Andra ayant conduit à la désignation de cette zone,
- l'opacité qui entoure le projet : outre le site de stockage souterrain, des zones de stockage temporaire en surface sont prévues, mais aucune information précise n'est disponible,
- les dangers de l'enfouissement qui sera irréversible et définitif, contrairement aux affirmations officielles de pseudo "réversibilité du stockage".

### **16 juin 2010 - Convocation par la DST : le Réseau "Sortir du nucléaire" refuse l'arbitraire**

L'ancienne Direction de la Surveillance du Territoire (DST) a convoqué au Ministère de l'Intérieur 3 salariés du Réseau (le directeur et les deux webmestres). Le motif de cette convocation leur a été précisé par téléphone

: depuis 2003, le Réseau "Sortir du nucléaire" met à disposition en ligne des documents "confidentiel défense" qui révèlent que le futur réacteur EPR ne résisterait pas au crash d'un avion de ligne. Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", cette convocation est une pure mesure d'intimidation.

C'est en toute légitimité que les trois personnes convoquées ont décidé de ne pas se rendre à cette convocation arbitraire. Il n'est pas question de céder devant un État qui prêche la transparence, mais classe "secret défense" ou "confidentiel défense" tout ce qui concerne le nucléaire, civil ou militaire. En mars 2011, aucune nouvelle suite à cette première convocation mais ce n'est sans doute pas terminé...

### **20 juin 2010 - Manifestation contre le réacteur EPR de Penly**

Dimanche 20 juin après-midi, plusieurs centaines de militants ont défilé dans les rues de Dieppe, afin de s'opposer à la construction d'un réacteur nucléaire nouvelle génération, dit EPR, à la centrale de Penly. Face à un "débat public où EDF ne répond pas aux questions posées", le collectif "Stop EPR, ni à Penly ni ailleurs" a demandé un moratoire.

### **28 juin 2010 - Déchets au Bugey : sept associations attaquent le décret devant le Conseil d'Etat**

Le 28 juin, sept associations ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du décret autorisant EDF à créer une installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés sur la commune de Saint-Vulbas (Ain), près de la centrale nucléaire du Bugey. Cette installation a pour but de conditionner et d'entreposer "provisoirement" pendant cinquante ans (selon EDF) des déchets radioactifs de grande dangerosité venant de toute la France : déchets issus du démantèlement des centrales nucléaires de première génération et du surgénérateur Superphenix et déchets de même nature issus des centrales en exploitation. Les associations dénoncent cette décision alors que le démantèlement est mis en œuvre sans débat national préalable et sans étude comparative des avantages et inconvénients des différentes options.

### **6 au 9 août 2010 - Taverny : jeûne d'interpellation et d'actions face à l'arme nucléaire**

Du 6 au 9 août 2010 (dates des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki), un jeûne d'interpellation et d'actions a été organisé par la Maison de Vigilance de Taverny, devant le Mur pour la Paix (place Joffre à Paris). Cette action, qui se tient depuis plusieurs années à Taverny, vise à demander l'abolition des armes nucléaires avant 2020, le respect du Traité de Non Prolifération et le soutien de la France à une Convention d'élimination des armes nucléaires.

### **6 et 7 août 2010 - Festival "GramAtomic" à Gramat**

Les 6 et 7 août dernier, le groupe Sortir du nucléaire Lot a organisé le Festival « GramAtomic » à Gramat. Depuis plusieurs années, le groupe Sortir du nucléaire Lot, associé à un collectif d'associations locales et nationales, commémore les bombardements atomiques subis par les populations d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945. En 2010, ils ont décidé de faire le lien entre ce drame et l'écocide subi par le Vietnam entre 1961 et 1971, par l'épandage de l'Agent orange, défoliant conçu entre autres par Monsanto. Les munitions à uranium appauvri utilisés en Irak, au Kosovo et en Afghanistan, sont également des pollutions durables qui développent de nouvelles pathologies sur le vivant. Ces munitions ont été mises au point au Centre d'Etudes Atomiques de Gramat, d'où le choix de ce lieu pour le festival.

Ce week-end là, se sont réunis des militants et des artistes d'univers différents poursuivant un but commun : la paix. De nombreuses animations ont été organisées: tenue de chapiteau et de stands associatifs, concerts, conférences, animations surprises, restauration et buvette. Un camping avait même été dressé pour l'occasion.

### **Les rencontres d'été à Joigny**

Du 11 au 18 août, des sympathisants du Réseau "Sortir du nucléaire" sont venus de toute la France pour partager découvertes et rencontres à Joigny, dans l'Yonne. Sept jours très pleins, très humains, dans une ambiance étonnante à la fois studieuse et militante, collective et calme, décroissante et branchée. De l'Alsace à la basse Bretagne, de l'arrière-pays niçois à la baie de Somme, en passant par l'Allemagne et l'Irlande, les "antinucléaires" - comme nous catalogue la presse locale - de tous les âges, étaient venus, en famille. Le site exceptionnel a fait l'unanimité : perché au-dessus des champs et des vignes, à 10 minutes à pied de la ville

médiévale de Joigny, il offrait un grand espace pour la vie commune, et un bois sans limites pour planter la tente, perdre le camion-dortoir ou tendre le hamac. Les militant-e-s présents se sont rassemblés autour d'ateliers, forums d'échange et d'animations aussi divers que variés: stage solaire thermique, couture créative, entraînements aux techniques d'actions non violentes avec les Désobéissants, film sur l'Altertour. présentation sur de nombreux sujets: déchets FAVL, EPR, état du nucléaire dans le monde, consommation énergétique des collectivités, alternatives (cuisinière, douche et four solaire, moteur pantone, éco habitat rural et urbain, mur grèbe, Enercoop)... Deux témoignages de taille auront également marqué ces rencontres, celui de Daniel, sous-traitant du nucléaire et d'Aghali, le Touareg, réfugié en France pour avoir dénoncé la pollution des terres de son peuple au Niger.

### **Festival contre la poubelle de Bure à Bonnet (55)**

A l'invitation de l'ensemble des Collectifs locaux contre l'enfouissement des déchets radioactifs et avec le soutien du Réseau Sortir du Nucléaire, de la Fédération Grand-Est Stop Déchets Nucléaires, et du Groupe d'Actions Non Violentes Antinucléaires a été organisé, les 28 et 29 août dernier, le « (petit) festival contre la (grosse) poubelle nucléaire de Bure, à Bonnet.

Ce festival aura vu se succéder :

- l'intervention de Monique Sené (chercheuse au CNRS, co-fondatrice du Groupement des Scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) sur la réalité des déchets nucléaires,
- le concert de Greg Mendouse,
- la projection du film documentaire « Uranium: l'héritage contaminé » sur l'extraction d'uranium au Niger et au Gabon, suivi d'un débat avec le réalisateur Dominique Hennequin.
- Un spectacle de clown musical, puis des représentations du Cirque Gones et du cirque Rouages
- des stands sur les énergies renouvelables et stands d'information, d'animation littéraire et poétique
- une projection du film documentaire « RAS Nucléaire Rien A Signaler » de Alain De Halleux suivie d'une intervention de Philippe Billard (syndicaliste, travailleur du nucléaire.)
- et aussi des ateliers cirque pour les enfants, des expositions, des concerts, de délicieux repas végétariens préparé par SCHMURTZ

### **18 septembre 2010 - Manifestation Stop Cattenom!, à Perl (Allemagne)**

La centrale de Cattenom est en Lorraine, non loin de Thionville et de Metz, et également de la frontière française avec le Luxembourg et proche de l'Allemagne. Le 18 septembre dernier était organisé une manifestation européenne pour demander la fermeture de cette centrale et la sortie du nucléaire.

### **25 septembre 2010 - Action de Déboulonnage d'un pylône de THT à Isigny-le-Buais**

Une centaine de personnes ont manifesté leur opposition à la construction de l'EPR de Flamanville dans la Manche et au projet de ligne à THT (Très Haute Tension) « Cotentin-Maine » en participant à une action de déboulonnage sur un pylône de la Ligne à Très Haute Tension « Flamanville-Donloup », à Isigny-le-Buais.

Cette action fait suite à la signature par le gouvernement de la DUP (Déclaration d'Utilité Publique) du projet de ligne à 400.000 volts « Cotentin-Maine », qui devrait, si elle est construite, acheminer l'électricité produite par le futur réacteur de Flamanville.

L'Etat et RTE faisant fi des inquiétudes des populations, des recours juridiques en cours et de la mobilisation de la Coordination « STOP THT », des revendications des associations locales et du collectif des élus, les militants ont décidé de multiplier les actions de désobéissance civile pour lutter contre ce projet. Cette action de déboulonnage ne sera sans doute pas la dernière!

### **16 octobre - Action au Forum AREVA de Tours**

A l'occasion du forum AREVA à Tours, le groupe local Sortir du nucléaire-Touraine, avec le renfort des Désobéissants et d'associations locales, a organisé une action de sensibilisation et une diffusion de tracts sur les alternatives au nucléaire en termes d'énergie, d'électricité et d'emplois.

**17 octobre 2010 - En Belgique aussi ça « réseaute »**

Depuis un an, qu'ils y travaillaient, ils l'ont fait! Après avoir lancé un appel, avec l'aide du Réseau « Sortir du nucléaire » et s'être réunis à plusieurs reprises, les militants antinucléaires belges et plusieurs organisations (Eco-Vie, Climat & Justice Sociale, GRAPPE, Brabant-Ecologie) ont rédigé une charte et ont mis en place un réseau antinucléaire belge. L'Assemblée constitutive a eu lieu le 17 octobre 2010 et depuis plusieurs actions d'information et de sensibilisation ainsi que des interventions directes et non-violentes ont été organisées.

**9 novembre 2010 - Action du Collectif « STOP EPR, Ni à Penly, ni ailleurs »**

Le 9 novembre, à Saint-Martin-en-Campagne, se tenait une réunion d'information non publique sur les Grands Chantiers en perspective dans la Région Haute-Normandie. Daniel Joffroy, président de la communauté de communes du Petit-Caux, avait invité les élus, les maîtres d'ouvrages, les représentants consulaires et les représentants de l'Etat pour mettre en œuvre les politiques publiques qui accompagneront la réalisation des deux grands chantiers « à venir » : le réacteur EPR à Penly et le parc éolien en mer du Tréport.

Le collectif « STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs », composé de nombreuses associations, partis politiques et syndicats, y était présent avec banderoles et drapeaux, pour manifester son opposition au projet Penly 3. Les militants ont pu questionner publiquement le président du Conseil Régional sur les choix énergétiques de la Région.

Le collectif a également organisé une distribution de tracts lors du forum des métiers du nucléaire de Rouen le 19 novembre.

**27 novembre 2010 - Anniversaire de la Maison de Bure**

Le samedi 27 novembre, à Bure, une diffusion matinale de tract avait lieu en soutien aux militants du GANVA. Plus tard dans la journée et ce malgré la neige, une trentaine de militants ont été accueillis par les deux permanents de la maison de l'année 2010, Justine et Franck, pour fêter les 7 ans de la Maison de la Résistance. Réunis autour d'un buffet, nous avons pu déguster la délicieuse soupe aux potimarrons de Franck, ainsi que des spécialités locales issues de l'agriculture biologique, apportées par les invités.

Riches de par les rencontres et les discussions qui y ont eu lieu, cette journée aura également été marquée par la présence de certains militants du GANVA, gravement blessés lors de leur désincarcération des voies. Était également présent Julien, un des futurs permanents de la Maison.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » tient à remercier les permanents de la Maison et les bénévoles pour leur investissement dans ce projet et le travail réalisé cet été sur les différents chantiers.

**5 décembre 2010 - Stop au gaspillage électrique: action néon dans les rues de Lyon**

Le conseil d'administration et les salariés du Réseau Sortir du nucléaire, réunis pour une réunion de travail le week-end des 4 et 5 décembre, ont organisé une « Action-Néon » dans la soirée du 4 décembre.

Rejoins par quelques militants lyonnais et équipés de perruques, tracts et crochets, ils ont arpenté les rues de la ville pour éteindre, à l'aide de perches, les lumières et enseignes restées inutilement allumées.

Cette action visait à protester contre le gaspillage énergétique et à dénoncer l'absurdité du recours au chauffage électrique. Cela a aussi été l'occasion de partager un moment convivial. Certains d'entre nous ont arpenté les rues jusqu'au petit matin, pour finalement rejoindre le stade Gerland et distribuer des tracts à l'arrivée de la SaintéLyon, course nocturne sponsorisée par Areva.

**Nuit du 5 décembre 2010 - Non au sponsoring par AREVA de la SaintéLyon!**

La SaintéLyon est une course d'endurance nocturne créée en 1951, qui relie Saint-Étienne à Lyon. Mais depuis quelques années, l'image de ce rassemblement est ternie par AREVA qui tente de s'acheter une conduite et de banaliser le nucléaire, en sponsorisant des événements sportifs. Afin de protester contre cette récupération, plusieurs coureurs ont décoré leur sac-à-dos et dossards d'autocollants antinucléaires. L'un d'eux a même passé la ligne d'arrivée avec le drapeau du Réseau!

Des militants de « Rhône Alpes sans nucléaire » et du Réseau « Sortir du nucléaire » ont également distribué des tracts afin d'informer les coureurs et le public de la réalité des activités d'AREVA tout au long de la chaîne nucléaire.



**15 décembre 2010 - Action lors du colloque sur la « réversibilité » du stockage des déchets radioactifs à Reims**

**21 janvier 2011 - Action devant la centrale nucléaire de Golfech. Quand la coordination Sud-Ouest va à la rencontre des salariés du nucléaire !**

Le 21 janvier dernier, au petit matin, sous la surveillance d'une dizaine de policiers, des membres de la coordination Sud-Ouest étaient réunis, devant le CNPE de Golfech, pour distribuer 800 tracts informatifs aux salariés arrivant et repartant de la centrale. La plupart ont bien réagi à cette initiative et ont accepté de prendre le document que leur distribuaient les militants. Un membre de la sécurité est même sorti pour demander des tracts pour ses collègues.

**18 février 2011, L'Association Française des Malades de la Thyroïde reçoit le professeur Youri Bandajevski à Bourret**

Le vendredi 18 février à Bourret, l'Association Française des Malades de la Thyroïde organisait, en lien avec la Coordination Sud-Ouest, une soirée-repas sur la catastrophe sanitaire et humaine de Tchernobyl.

Youri Bandajevsk, professeur de Médecine, ancien prisonnier d'opinion, défendu par Amnesty International et par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, était présent pour exposer son combat pour diffuser une information valide sur les conséquences de l'exposition humaine à la radioactivité, pour lutter contre le déni des autorités et apporter une aide aux victimes de Tchernobyl.

Les bénéfices de cette soirée ont intégralement été reversés aux actions du Centre Ecologie et Santé de Kiev dirigé par Youri Bandajevski et à l'AFMT, en soutien au procès mené par l'association sur l'impact sanitaire de cette catastrophe en France.

**4 février 2011 - Des Missiles au ministère de la Défense**

La Maison de vigilance, qui lutte pour l'abolition des armes nucléaires et regroupe de nombreux militants (Réseau Sortir du Nucléaire, Mouvement de la paix, Pax Christi, Les Verts, MAN, Ligue des femmes pour la Paix...) organise une présence devant le ministère de la Défense une fois par mois depuis 5 ans. Le 4 février, ils ont pénétré dans le Ministère, déguisés en missiles, sous l'oeil étonné des vigiles.

**8 décembre 2010 et 13 janvier 2011 - GANVA: deux condamnations en deux mois**

***Blocage du train d'enfer à Caen – la répression judiciaire à l'oeuvre contre des lanceurs d'alerte***

Le 5 novembre dernier, 123 tonnes de déchets vitrifiés allemands, issus du centre de « retraitement » AREVA de la Hague, quittaient le terminal ferroviaire de Valognes (Manche), pour rejoindre le centre d'entreposage de Gorleben (Basse-Saxe). Avant d'être bloqué à de nombreuses reprises en Allemagne, ce convoi avait été arrêté une première fois à Caen (Calvados) par 7 militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires). Pendant l'évacuation des voies, trois des militants ont subi des violences volontaires et des blessures graves de la part des "forces de l'ordre". Leur état a nécessité des interventions chirurgicales, des greffes de peau et des semaines de rééducation.

Leur procès a eu lieu le 8 décembre à Caen, en présence de près de 400 personnes venues les soutenir. Le 26 janvier, les 7 militants du GANVA ont finalement été condamnés à un mois de prison avec sursis, et devront payer une amende de 1000 à 1500 euros. Ils ont également été condamnés à payer 20 500€ de dommages et intérêt à la SNCF et 1 euro symbolique à AREVA pour atteinte à l'image ! Enfin, 1000 euros de frais de justice ont été accordés aux deux parties civiles.

Cette condamnation, très lourde s'inscrit dans une tendance générale à la répression du militantisme et montrent la volonté des pouvoirs publics de criminaliser les actions de désobéissance civile contre le nucléaire, dans le but de verrouiller toute opposition.

Les militants du GANVA ont décidé de faire appel de cette condamnation, et déposent une nouvelle plainte devant la justice contre les policiers qui les ont blessés, leur première plainte ayant été classée sans suite par le procureur. Ils ont également contesté la légalité de ce transport, conjointement au Réseau « Sortir du nucléaire », devant le Tribunal Administratif de Paris.

### **Occupation de pylône: un jugement en demi-teinte**

Le 13 janvier, s'est tenue, à Rennes l'audience de militants du GANVA, convoqués pour l'occupation, entre le 29 mai et le 1er juin 2007, de deux pylônes électriques supportant une ligne THT à 400 000 volts, à Romagné et Saint-Germain-en-Coglès. Cette action, avait été organisée pour protester contre les projets de l'EPR à Flamanville et de « THT Cotentin-Maine » et dénoncer la signature du décret d'autorisation de construction de l'EPR entre les deux tours des élections présidentielles.

De nombreux militants sont venus assister au procès et le juge a fait preuve, lors de l'audience, d'une forte attention face aux plaidoiries des avocats, qui sont parvenus à faire de ce procès un véritable procès du nucléaire. Le jugement avait été mis en délibéré et a été rendu le 13 janvier.

Les militant-e-s ne sont malheureusement pas parvenus à obtenir la relaxe. Ils ont été reconnu-es coupables mais dispensé-es de peine au pénal, le juge ayant tenu compte du contexte militant et du sérieux avec lequel l'action avait été réalisée ! Ils n'ont également été condamnés à payer « que » 6000 euros de dommages et intérêts à RTE (le gestionnaire du réseau de transport d'électricité), au lieu des 830000 euros demandés !

Le Réseau « Sortir du nucléaire » a largement et publiquement apporté son soutien au GANVA suite à ces deux actions et à leur procès.

### **22 février 2011 - Offensive contre les ENR, l'APROMER ne se laisse pas faire!**

Le mardi 22 février, l'APROMER (association de promotion des énergies renouvelables) organisait, à Vichy, une conférence débat sur la place des énergies renouvelables dans la production d'électricité. Suite à l'offensive généralisée contre les éoliennes et l'électricité solaire photovoltaïque, il paraissait nécessaire à cette association auvergnate de faire le point sur la situation, en présence de Marc JEDLICZKA, directeur d'HESPUL (association pionnière du solaire photovoltaïque), vice-président du CLER (Comité de Liaison des Energies Renouvelables,) et de l'association "NégaWatt".

L'APROMER est une association technique indépendante des producteurs d'énergie et des fabricants de matériel, qui a pour objectif la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie (efficacité et sobriété énergétiques) et le développement des énergies renouvelables. Elle est soutenue par le Conseil régional d'Auvergne.

### **2 février 2011 - Un nouveau groupe « Sortir du nucléaire » à Toulon**

A l'initiative d'un militant antinucléaire arrivé récemment d'Isère, un collectif « Sortir du nucléaire Toulon » a été créé en ce début d'année. La première réunion a été organisée le 2 février. Des documents d'information ont été distribués aux personnes et organisations ayant répondu à l'appel (Sortir du nucléaire, CNT, association d'éducation à l'environnement, Agir-santé-environnement, Groupe antinucléaire de Marseille, Europe Ecologie La Seyne, Collectif pour l'essor du vélo à Toulon, TVD (Toulon Var Déplacement). Les discussions ont tourné autour des thématiques suivantes : le nucléaire dans le Rade de Toulon, les transports, l'énergie et Tchernobyl. Ce collectif s'est déjà réuni plusieurs fois et des actions sont en préparation: action pour les 25 ans de Tchernobyl dans le cadre du parking day et action d'information auprès des salariés de l'Arsenal de Toulon pour les sensibiliser au risque nucléaire.

### **5 mars 2011 : action "Le nucléaire tue l'avenir" contre le sponsoring par AREVA des championnats d'Europe d'Athlétisme.**

L'immense banderole "Le nucléaire tue l'avenir" a été déployée sur les pentes du palais omnisports de Bercy, afin de dénoncer le sponsoring par AREVA des championnats d'Europe d'Athlétisme en salle qui se sont déroulés à Paris Bercy les 4, 5 et 6 mars.

### **11, 12 et 13 mars 2011 - Le Réseau « Sortir du nucléaire » et « Rhône Alpes Sans Nucléaire » au Salon Primevère**

Comme chaque année, "Rhône-Alpes sans nucléaire" était présent au Salon Primevère. Mais cette année ils ont été rejoints par des représentants du Réseau "Sortir du nucléaire", pour tenir un stand commun, présenter notre nouvelle campagne, faire la promotion des 25 jours d'actions pour les 25 ans de Tchernobyl et distribuer massivement notre nouvelle brochure. Nos militants ont également organisé une conférence « 25 ans de

*Tchernobyl - Prélude aux 25 jours d'actions* ». François Mativet (SDN), Patrick Monnet (RASN) étaient réunis afin de faire le point sur la catastrophe de Tchernobyl, de dresser un état des lieux de la situation française, de présenter les actions qui seront mise en place par le Réseau dans les prochaines semaines. Ils avaient également convié Frédéric Marillier (ENERCOOP Rhône-Alpes), afin de promouvoir les alternatives et de montrer qu'un autre rapport à la consommation et à la production d'énergie est possible.

### **17 mars 2011 : réunion d'information sur la contamination par le tritium à Saint Maur des Fossés.**

Du tritium venant du CEA a pollué deux zones habitées en région parisienne (Saint-Maur-des-Fossés et Bondoufle). Un collègue a été contaminé. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a révélé toute l'affaire et a porté plainte pour "mise en danger de la vie d'autrui".

La réunion du 17 mars a réuni les riverains (particuliers, commerçants et entreprises), les représentants d'associations locales, des habitants de Bondoufle, des représentants de la SEIVA (association riveraine du CEA de VALDUC) et des adhérents du Réseau Sortir du Nucléaire et de la CRIIRAD.

### **Deux nouvelles expositions "Déchets nucléaires" au Réseau**

Le groupe « Sortir du nucléaire » pays de Rennes vient de créer une exposition sur les déchets nucléaires. Financée par le Réseau « Sortir du nucléaire », celle-ci dresse un tour d'horizon des déchets nucléaires produits par l'ensemble de la filière nucléaire, civile et militaire.

Sa version courte -6 panneaux de 84x120 cm- présente chaque étape de la filière, de l'extraction au stockage final. Elle peut se compléter de 7 autres panneaux de même taille. Chacun d'eux présentant des extraits d'articles récents de la presse francophone et apportant un éclairage supplémentaire sur les conséquences et impacts de la production de ces tonnes de déchets.

Elle est disponible en deux exemplaires et est mise à la disposition de tous les groupes qui en feront la demande. Souple, simple d'envoi, facile à monter, ouverte sur l'international, elle pourra vous accompagner dans tous les événements que vous organisez. Pour la réserver: [paysderennes@sortirdunucleaire.fr](mailto:paysderennes@sortirdunucleaire.fr)

Une autre exposition a été réalisée par Martin Leers et François Mativet. Celle-ci retrace, photo par photo leur périple lors du suivi du train d'enfer de Valognes à Gorleben.

Elle est disponible aux groupes qui en feront la demande auprès de Delphine : [delphine.boutonnet@sortirdunucleaire.fr](mailto:delphine.boutonnet@sortirdunucleaire.fr)

## **Bilan des dossiers juridiques du Réseau**

---

### I. Les recours effectués

#### **→ Le recours à l'encontre du décret du 9 février 2006 autorisant le démantèlement de la centrale de Brennilis engagé par le Réseau « a fait jurisprudence ».**

Saisi par le Réseau, le Conseil d'État avait annulé le 6 juin 2007 un décret gouvernemental du 9 février 2006 autorisant le démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis dans le Finistère. La plus haute juridiction administrative avait estimé que l'exploitant de la centrale, Électricité de France (EDF), n'avait pas respecté la procédure d'information publique, comme l'y oblige une directive européenne de 1985. Ce recours dont le Réseau était à l'origine « a fait jurisprudence ». Ainsi, toute opération de démantèlement nucléaire qui sera autorisée sans que l'exigence d'information et de participation du public ne soit respectée fera désormais systématiquement l'objet d'une annulation.

**→ Plainte devant le procureur de Paris contre EDF et AREVA pour les publicités dans la presse pour jeunes.**

Le 12 juillet 2009, le Réseau a déposé une plainte devant le procureur de Paris à l'encontre d'EDF et d'Areva pour des publicités dans la presse pour jeunes. La plainte fait suite aux saisines par le Réseau de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) qui a rendu des avis concernant des publicités déguisées dans la presse. Les infractions sont nettement constituées. En revanche, il s'agit d'infractions au droit de la presse/de la consommation : se pose le problème de l'« intérêt à agir » du Réseau. Des personnes physiques (lecteurs) se sont donc associées à la plainte. L'ARPP a reconnu les infractions et a publié un rappel à l'ordre sur internet. Néanmoins, le procureur de Paris a décidé de classer l'affaire sans suite. Un appel a été introduit devant le procureur général le 23 avril 2010. L'affaire a été classée sans suite de nouveau. La citation directe n'est plus envisageable en raison de la prescription de l'action publique.

**→ Requête déposée devant le Conseil d'État tendant à l'annulation du décret du 18 novembre 2008 pour le démantèlement du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) du Bugey**

Une requête a été déposée devant le Conseil d'État le 21 janvier 2009 tendant à l'annulation du décret du 18 novembre 2008 autorisant EDF à procéder aux opérations de démantèlement du CNPE du Bugey. Le Réseau invoque la méconnaissance du droit à l'information et notamment la violation de la directive CE du 27 juin 1985 qui prévoit une « participation du public à un stade précoce, quand toutes les options sont encore envisageables ». La Charte de l'environnement a également été invoquée afin de démontrer que ces dispositions ont été prises par une autorité incompétente. Les parties ont rendu leurs mémoires respectifs, le rapporteur nommé par le Conseil d'État a déposé son rapport le 22 mars 2010, la décision est pour l'instant toujours en attente.

**→ Plainte contre X pour intrusion dans le système informatique du Réseau**

Cette plainte a été introduite devant le procureur de la République de Nanterre le 2 juin 2009. Une information judiciaire a été ouverte à l'origine pour des faits similaires concernant Greenpeace. Les faits étant ici distincts, le juge d'instruction de Nanterre doit être saisi par le procureur à son tour. À ce jour, il n'y a pas eu de suite.

**→ Plainte contre X introduite au parquet d'Aix-en-Provence**

Cette plainte a été déposée le 16 octobre 2009 suite à l'incident survenu sur le site de Cadarache concernant des stocks sous-évalués de plutonium par le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). L'enquête est en cours au pôle santé et environnement de Marseille.

**→ Plainte déposée à l'encontre d'Areva-Socatri relative aux infractions commises à l'occasion de la fuite survenue dans l'usine Socatri sur le site du Tricastin**

Le 8 juillet 2008, suite à une fuite survenue dans l'usine Socatri sur le site du Tricastin, 75 kg d'uranium ont été rejetés dans les cours d'eau avoisinants. Le Réseau a porté plainte, avec d'autres associations, pour pollution des eaux et omission de déclaration d'incident, et s'est porté partie civile. Le 14 octobre 2010, le tribunal correctionnel de Carpentras a condamné Areva-Socatri à une peine de 40 000 euros d'amende, pour avoir caché à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) le grave incident qui s'était déroulé dans ses installations du Tricastin. Le Réseau a obtenu 8000 euros de dommages et intérêts et la publication de la décision dans « La Tribune » et « Vaucluse Matin ». Toutefois, Areva-Socatri a été relaxée s'agissant du délit de pollution des eaux. Le Conseil d'Administration du Réseau a donc décidé d'interjeter appel. De même, le parquet a décidé de remettre en cause la décision de première instance, le tribunal n'ayant suivi que très partiellement le réquisitoire du procureur.

**→ Plainte contre X relative aux infractions commises à l'occasion du fonctionnement du CNPE de Golfech**

Le CNPE de Golfech exploité par EDF a connu, courant 2010, deux séries d'événements : un déversement accidentel de 450 litres d'effluents radioactifs dans le milieu naturel et une utilisation de l'eau de la Garonne au-delà des autorisations accordées. Le 5 novembre 2010, le Réseau "Sortir du nucléaire", la SEPENLOG, FNE Lot-et-Garonne, FNE Midi-Pyrénées et les Amis de la Terre Midi-Pyrénées ont déposé plainte, soutenus

par de nombreuses associations locales : Sortir du nucléaire du Gers, du Lot, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, Serenes Sereines (Aveyron), le Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nucléaire, Vivre Sans le Danger Nucléaire de Golfech (Lot-et-Garonne), la Confédération Paysanne Lot-et-Garonne (syndicat agricole), SEPANSO 47.

**→ Recours gracieux à l'encontre de l'arrêté du 15 septembre 2010 portant homologation de la décision de l'ASN du 7 juillet 2010**

Un arrêté du 15 septembre 2010 édicté par le Ministre chargé de la sûreté nucléaire avait homologué la décision de l'ASN du 7 juillet 2010 fixant à EDF les limites de rejets dans l'environnement des effluents liquides et gazeux pour l'exploitation des réacteurs « Flamanville 1 » (INB n°108), « Flamanville 2 » (INB n°109) et « Flamanville 3 » (INB n°167). Or, cet arrêté était entaché d'illégalité pour plusieurs motifs. Le CRILAN a donc demandé le retrait de cet arrêté, par le biais d'un recours gracieux, en date du 18 novembre 2010, adressé directement au Ministre chargé de la sûreté nucléaire, recours gracieux déposé à son tour par le Réseau.

**→ Plainte contre X relative aux infractions commises à l'occasion du fonctionnement du centre du CEA de Valduc**

Le centre du CEA de Valduc a connu courant novembre 2010 un événement grave ayant entraîné une contamination au tritium de plusieurs salariés de la société 2M Process à Saint-Maur-des-Fossés, ainsi que de riverains et de l'environnement. Plusieurs employés de cette entreprise sous-traitante du CEA ont manipulé un tamis moléculaire qu'ils croyaient neuf alors qu'il avait déjà été utilisé par le CEA Valduc et était radioactif. Par ailleurs, ce matériel en cause ayant transité par les locaux d'une autre entreprise située à Bondoufle, l'ASN a réalisé des mesures dont les résultats montraient que les locaux ne présentaient aucune trace de tritium. Des analyses complémentaires sont en cours sur les végétaux. Le 30 novembre 2010, le Réseau ainsi que l'association Défendre l'environnement par l'intermédiaire de Maître Busson ont déposé une plainte contre X pour mise en danger d'autrui.

**→ Requête introductive d'instance devant le Conseil d'État contre la décision du 22 octobre 2010 portant accord d'exécution du transport Gorleben-La Hague**

Le 5 novembre 2010, un convoi de la Société Nationale des Chemins de fer Français (SNCF) affrété par la Société TN International est parti de Valognes dans la Manche, à destination de Gorleben en Allemagne. Ce convoi transportait des déchets radioactifs partiellement retraités par la société Areva sur le site de La Hague. Ce transport a été autorisé par une décision du Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer portant accord d'exécution en date du 22 octobre 2010. Pour autant, cette décision dont les conséquences sur l'environnement ne prêtent pas à discussion, n'a fait l'objet d'aucune évaluation environnementale digne de ce nom, d'aucune étude de danger, mais surtout, elle n'a été précédée d'aucune information du public, lequel n'a bien entendu pas été amené à être consulté sur la décision. Dans ces conditions, le Réseau et le GANVA ont décidé de contester la légalité de cet accord d'exécution en déposant, le 20 décembre 2010, devant la juridiction administrative, une requête introductive d'instance.

**→ Plainte déposée devant le Jury de Déontologie Publicitaire (JDP) à l'encontre de la campagne publicitaire d'Areva « L'épopée de l'énergie ».**

Le 4 janvier 2011, la société Areva a diffusé un communiqué de presse pour annoncer le lancement d'une grande campagne de publicité. Le spot publicitaire intitulé en interne « L'épopée de l'énergie » se présente comme une suite de tableaux traversés à un rythme soutenu, chaque tableau étant censé représenter le recours à une énergie au cours de l'histoire. Toute publicité doit, sous quelque forme que ce soit, respecter non seulement les dispositions législatives et réglementaires spécifiques françaises en vigueur mais également les règles déontologiques édictées par l'ARPP. Cette dernière a édicté plusieurs recommandations destinées notamment à éviter le recours abusif à l'argument environnemental. Plusieurs éléments de cette publicité apparaissaient contestables. Le Réseau a ainsi déposé une plainte le 14 janvier 2011 afin de demander la cessation immédiate de la diffusion de celle-ci et la publication de la décision à intervenir sur cette plainte. L'audience devant le JDP a eu lieu le vendredi 18 février 2011 à la suite d'un report. Nous avons appris le 7 mars le rejet de notre plainte par le JDP.

## II. Les affaires à l'étude

### → **Inspection réalisée par l'ASN au sein des infrastructures portuaires de Môle Graveneau à Fos-sur-Mer en date du 9 juillet 2010**

Dans le cadre de la surveillance du transport de matières radioactives prévue à l'article 40 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006, l'ASN a réalisé une inspection annoncée le 9 juillet 2010 au sein des infrastructures portuaires de Môle Graveneau à Fos-sur-Mer. Par une lettre datée du 29 juillet 2010 adressée au commandant du Grand Port Maritime de Marseille, l'ASN faisait état de plusieurs constatations. Elle exigeait alors des autorités portuaires qu'elles lui transmettent leurs observations et réponses concernant les points mentionnés dans son courrier, au plus tard le 1er octobre 2010. À ce jour, il semble que les autorités en question ne lui aient rien communiqué. Ces graves problèmes de fonctionnement n'auraient alors pas été résolus. Un courrier de relance adressé à l'ASN a donc été envoyé par le Réseau afin de déterminer les suites qui seront données à cette inspection.

### → **Inspection réalisée par l'ASN au sein du site de Cadarache en date du 6 septembre 2010**

Dans le cadre de la surveillance des installations nucléaires de base (INB) prévue à l'article 40 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006, l'ASN a réalisé une inspection annoncée le 6 septembre 2010 au sein des infrastructures du CEA de Cadarache. Par une lettre datée du 4 octobre 2010 adressée au directeur du CEA de Cadarache, celle-ci faisait état de plusieurs constatations. L'ASN avait alors exigé des autorités du CEA qu'elles lui transmettent leurs observations et réponses concernant les points mentionnés dans son courrier, au plus tard le 23 novembre 2010. Or, à ce jour, il semble que les autorités en question ne lui aient rien communiqué. Ces graves problèmes de fonctionnement n'auraient alors pas été résolus. Un courrier de relance adressé à l'ASN a donc été envoyé par le Réseau afin de déterminer les suites qui seront données à cette inspection.

### → **Démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis**

Après l'annulation du décret du 9 février 2006 qui autorisait le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis par le Conseil d'État le 6 juin 2007, sept associations désapprouvent le nouveau projet de décret. Ce projet est en contradiction avec ce qu'elles demandent depuis la création de la Commission locale d'information (CLI). La commission d'enquête a émis le 15 mars 2010 un avis défavorable au dossier de démantèlement complet présenté au public en novembre 2009 tout en recommandant que la phase 2 du démantèlement soit achevée dans les plus brefs délais. Un délai de sept ans était fixé pour la réalisation de ces travaux dits « de niveau 2 ». Le décret 2004-47 du 12 janvier 2004 portait ce délai à 10 ans, délai qui n'a pas suffi à achever le démantèlement de cette phase, notamment celui de la station de traitement des effluents, tant les risques d'exposition des intervenants, dus à l'écrasement d'un fût de boues radioactives, étaient grands. Le Réseau suit cette affaire.

### → **Anomalie de tenue au séisme de divers matériels de certains réacteurs**

Le 8 décembre 2010, EDF informait l'ASN d'une anomalie de tenue au séisme de divers matériels situés dans la station de pompage de certains réacteurs de 900 MWe (centrales de Cruas, Tricastin, Blayais et Gravelines) et de 1300 MWe (centrales de Penly et Flamanville, réacteurs n° 3 et 4 de Paluel). Les matériels concernés sont des structures métalliques secondaires ou des éléments secondaires préfabriqués en béton armé. En cas de séisme, ces éléments pourraient se désolidariser et endommager des matériels nécessaires pour refroidir le réacteur. Afin de remettre en conformité les réacteurs, EDF projette de mettre en œuvre des réparations dès février 2011 sur les centrales de Gravelines, Penly, Flamanville ainsi que sur les réacteurs n° 3 et 4 de Paluel. Les remises en conformité de l'ensemble des réacteurs devront être terminées à l'été 2011. L'ASN considère ces délais comme acceptables. Cette affaire est à l'examen au sein du Réseau.

### → **Présence de radioactivité dans le circuit de distribution d'eau déminéralisée à la Centrale de Cattenom.**

Dans la nuit du 14 au 15 janvier 2011, à la Centrale nucléaire de Cattenom, des alarmes ont détecté la présence de radioactivité dans plusieurs circuits d'eau réputés ne pas en contenir. Les investigations

complémentaires menées par l'exploitant ont permis de mettre en évidence que cette radioactivité provenait du circuit de distribution d'eau déminéralisée. Le 16 janvier 2011, l'ASN a été informée de cette pollution interne et a diligenté une inspection sur le site le 17 janvier 2011. Cette inspection a mis en évidence que, lors de cet événement, un rejet ponctuel de tritium dans l'environnement s'est produit. Cette affaire est à l'étude au sein du Réseau.

→ **Défaillance de sûreté sur 34 réacteurs nucléaires du parc français**

Le 1er février 2011, EDF a déclaré à l'ASN une anomalie générique relative à la répartition des débits d'injection de sécurité à haute pression dans les branches froides du circuit primaire principal des réacteurs de 900 MWe. En cas de fuite importante du circuit primaire, le circuit d'injection d'eau de sécurité pourrait s'avérer incapable d'empêcher la fusion du cœur. Les centrales concernées sont les suivantes : Blayais, Bugey, Chinon, Cruas, Dampierre, Fessenheim, Gravelines, Saint-Laurent-des-Eaux, Tricastin. De plus, une autre anomalie générique concernant plusieurs groupes électrogènes de secours des réacteurs de 900 MWe a été déclarée par EDF. Au vu de ces défauts de sûreté, le Réseau demande à l'ASN de jouer son rôle, et d'exiger, en vertu du principe de précaution, la fermeture sans délai des 34 réacteurs concernés.

→ **Début des travaux de démolition et décret d'autorisation pour la construction du réacteur de type EPR sur le site de Penly**

Concernant la construction du réacteur type EPR sur le site de Penly, EDF a lancé, début 2011, les travaux de démolition. À l'origine, Penly devait compter quatre réacteurs. Il n'y en a eu que deux, mais les fondations des deux autres sont là, d'où les travaux de démolition. Le gouvernement français devrait donner d'ici fin mars 2011 son autorisation pour la construction de l'EPR alors même que l'enquête publique n'a pas été achevée. La question d'un recours est à l'étude au sein du Réseau.

→ **Transport de déchets radioactifs en provenance d'Italie vers l'usine de La Hague**

À la suite d'un accord entre les gouvernements français et italien signé le 24 novembre 2006 et ratifié par le décret n° 2007-742 du 7 mai 2007, Areva doit traiter à l'usine de La Hague 220 tonnes de combustibles à base d'uranium et 15 tonnes de combustibles MOX (oxydes mixtes d'uranium et de plutonium). Le 6 février 2011, un train transportant un container de combustibles usés italiens hautement radioactifs, issus du réacteur à eau bouillante de Garigliano, traversait la France. En région parisienne, il empruntait les voies du Réseau Express Régional (RER). Ces déchets ont enfin été acheminés par la route à l'usine Areva de La Hague pour y être traités. Ce transport a été autorisé par une décision du pouvoir exécutif portant accord d'exécution. Mais celle-ci n'ayant fait l'objet d'aucune publication, il apparaît bien difficile de se la procurer. La question d'un recours à l'encontre de cette décision est à l'étude au sein du Réseau.

## Suivi des décisions des précédentes Assemblées générales du Réseau

### DECISIONS AGE juin 2010

Retrait immédiat de la signature de l'ultimatum climatique

**RÉALISÉ**

- Envoi d'un communiqué de presse sur le retrait immédiat de la signature de l'Ultimatum Climatique
- Envoi d'un communiqué de presse : "dans un souci d'apaisement, l'AG du RSN réunie le 19 juin 2010 approuve le retrait de la plainte déposée à l'encontre de SL"

**RÉALISÉ** (cf communiqué du 25/06/10)

Création d'une commission "restructuration" dont les membres seront 2 salariés, 3 administrateurs et des représentants de groupes, sans limitation de nombre et dont les travaux seront soumis au débat et au vote lors

de l'AG 2011, en s'appuyant sur les contributions des groupes existantes et à venir

**RÉALISÉ**

Mise en place d'un comité de médiation

**RÉALISÉ**

Une réflexion autour du rôle et de la place des salarié-e-s au sein du réseau SDN (rotation des mandats, rotation des tâches, abolition de la hiérarchie, autogestion, durée des contrats...) ; une réflexion autour de la démocratie interne et la mise en place d'un fonctionnement interne autogéré et égalitaire (horizontalité) ; une réflexion autour du rôle et de la place du C.A au sein du réseau ; une réflexion sur le lien entre l'activité du Réseau et l'activité des groupes adhérents la mise en pratique d'une méthode démocratique et transparente de prise de décision ; la transparence dans les finances ; la réactualisation et la re-signature de la charte du réseau par les associations membres comme preuve d'engagement au sein du réseau ; la promotion de la sobriété énergétique ; la mise en débat de réflexions sur les énergies renouvelables et leur mise en application (afin d'éviter l'opacité que nous reprochons à l'industrie nucléaire) ; la clarification de la position du réseau vis-à-vis d'une sortie rapide de l'ère nucléaire ; le positionnement clair sur la fermeture des centrales vieillissantes ; la souveraineté de l'AG pour les décisions importantes du réseau.

**EN COURS** (cf Commission de Refondation)

#### DECISIONS AG février 2010

Terminer le conflit actuel et remettre le fonctionnement du Réseau en marche

a. Appels à dons, bulletins, actions décidées lors des AG, communication

b. Prise en compte des revendications des salariés

c. Préparation AGE de juin, etc.

**RÉALISÉ**

Clarification des rapports hiérarchiques entre les salariés et entre le CA et les salariés (proposer une modification des statuts si besoin), clarifier le rôle du porte-parolat, du DRH, etc.

**RÉALISÉ**

L'ensemble du personnel salarié du Réseau sera conservé pour la totalité du mandat du CA provisoire dans le respect du code du travail et des ressources financières.

**RÉALISÉ**

Motion "Pluralisme et Refondation"

réaffirmons que l'identité politique fondamentale du Réseau réside dans son pluralisme ; réformons la structuration et le fonctionnement du Réseau dans le cadre d'un processus de refondation.

**EN COURS** (cf Commission de Refondation)

Concernant le CLIMAT, le Réseau "Sortir du nucléaire" ne signera aucun texte qui ne condamne pas explicitement le recours au nucléaire.

**RÉALISÉ**

Participation du Réseau "Sortir du Nucléaire" au financement de l'institut Belrad dans le cadre de son budget 2010

**RÉALISÉ**

- Plan d'action 2010-2011-2012 pour la sortie du nucléaire

- Grande campagne pour la sortie du nucléaire

**EN COURS**



Faire de la promotion des travaux de Belrad et la collecte de fonds à son profit l'axe principal du Chernobyl Day (26 avril 2010)

**RÉALISÉ**

Participation du Réseau « Sortir du nucléaire » aux campagnes prévues par la Maison de vigilance de Taverny et Abolition des armes nucléaires/Stop Essai.

**RÉALISÉ**

<b>DECISIONS AG 2009</b>
--------------------------

Mise en valeur du combat pour l'indépendance de l'OMS par rapport à l'AIEA et pour la vérité sur les effets sanitaires des contaminations radioactives en tant que thème central de l'édition 2009 du Chernobyl Day (26 avril 2009)

**RÉALISÉ**

Réalisation de visuels de simulation des conséquences d'un accident nucléaire majeur

**NON RÉALISÉ**

Dossier thématique sur les moyens autogestionnaires pour se passer du nucléaire

**NON RÉALISÉ**

Campagne d'interpellation des candidats aux élections européennes dans la continuité de la campagne 2008 "Ni nucléaire, ni effet de serre"

**RÉALISÉ**

Grande campagne d'information et de mobilisation européenne jusqu'au sommet de Copenhague (du 7 au 18 décembre 2009) avec comme point d'orgue une journée européenne de mobilisation « Ni nucléaire, ni effet de serre » le samedi 12 décembre 2009

**RÉALISÉ**

Campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire dans la perspective des élections régionales de 2010.

**NON RÉALISÉ**

**DECISIONS AG 2008**

Mise en place de relais locaux (personnes) permettant d'étendre le champ d'actions et d'informations du Réseau "Sortir du nucléaire" dans les départements ou zones géographiques où il n'y a pas de structures actives.

**EN COURS**

Définition d'un statut d'adhérent individuel qui sera présentée à l'Assemblée Générale 2009 (un mandat est donné au Conseil d'Administration pour définir les modalités).

**RÉALISÉ**

Mise en place de points d'informations dans des lieux publics sur la base d'un matériel spécifique (panneaux, stands, etc.) afin de faire circuler l'information plus efficacement et plus rapidement.

**NON RÉALISÉ**

Création d'un groupe de travail "Déchets, démantèlement, transports"

**RÉALISÉ**

Rénovation de la Charte fondatrice du Réseau "Sortir du nucléaire", en particulier en y incluant la problématique du nucléaire militaire, et mandat au CA pour : - après large concertation, proposer à l'AG 2009 extraordinaire une Charte rénovée - inclure la Charte et ses possibilités d'évolution au sein des statuts du Réseau.

**RÉALISÉ**

Dans un souci de transparence et de démocratie, mise en libre accès aux adhérents des relevés de décisions du CA sur le site Internet du Réseau.

**RÉALISÉ**

Mise à l'étude d'un dépôt de plainte contre X pour destruction des espèces vivantes sur la planète.

**NON RÉALISÉ**

Organisation à Bruxelles par le Réseau "Sortir du nucléaire" d'un rassemblement européen et d'une action de lobbying auprès des députés européens et des membres de la commission européenne pendant la présidence française de l'Union européenne.

**RÉALISÉ** (à Paris le 12 juillet 2008, sur décision du CA) Campagne sur le thème "Nucléaire et changement climatique" en 2008.

Brochure sur le retraitement-extraction du plutonium.

**RÉALISÉ**

Campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire pour toutes les régions françaises ? (Etude pour des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans, Etude de Virage-Energie Nord-Pas de Calais sur un scénario de sortie à échéance de fin de vie des réacteurs + division par 4 des émissions de CO2 d'ici 2050)

**NON RÉALISÉ**

Campagne pour l'abandon du nucléaire militaire s'appuyant sur la réalisation et diffusion d'un 4 pages d'information et sur l'organisation de conférences, à mener si possible en lien avec le CDRPC (Centre de Documentation et de Recherches sur la Paix et les Conflits).

**RÉALISÉ** (sous la forme d'un dossier thématique)

Organisation d'une manifestation européenne en octobre 2009 pour réclamer la fermeture de la centrale de Fessenheim sans EPR.

**RÉALISÉ**

Lancement d'une campagne d'opinion sur le thème "Le nucléaire est sale", qui pourra être déclinée sur de nombreux thèmes : mines d'uranium, rejets des centrales dans l'environnement, déchets radioactifs, prolifération nucléaire, etc. Le CA est mandaté pour organiser cette campagne d'opinion qui pourra être mise en œuvre à travers une brochure, les communiqués de presse, diverses actions, etc.

**NON RÉALISÉ**